

# BULLETIN DE DROITS HUMAINS No. 3

## DE LA GRÈVE SOCIALE DANS LA RÉGION DU CATATUMBO

Par:  
*Projet Accompagnement Solidarité Colombie*  
*Equipo Jurídico Pueblos*  
*Red de Hermandad y solidaridad con Colombia*

26 et 27 mai 2021



- **La grève sociale se poursuit au Catatumbo**

Les communautés paysannes organisées au sein du Comité d'unité de Catatumbo poursuivent l'exercice légitime de la protestation sociale. À cette fin, elles se sont localisées en trois points : El Mestizo (route Cúcuta-Tibú), La Curva (route Cúcuta-Ocaña) et Tibú (Refuge humanitaire). De même, les organisations paysannes Ascamcat et Cocam ont installés de point de concentration aux endroits connus comme Agua La Sal et à Yé de Astilleros (route Cúcuta-Tibú) pour se joindre à la grève nationale.

Les paysan.nes qui effectuent des blocages intermittents aux points susmentionnés permettent le passage de nourriture, de missions médicales, de malades et de dispositifs de sécurité.

- **Des menaces envers les manifestant.es**

*Le déni et la criminalisation du mécontentement*

**Depuis le 25 mai 2021**, une table de dialogue a été mise en place avec la participation de délégués du gouvernement départemental et national. Ces derniers demandent aux manifestant.es de quitter les routes ; sans aborder en profondeur les demandes

minimales qui ont été présentées par les communautés afin de commencer un plan de désescalade sur les routes (Sur le sujet voir :

[https://m.facebook.com/story.php?fbid=3966944343397216&id=884072338351114](https://m.facebook.com/story.php?https://m.facebook.com/story.php?fbid=3966944343397216&id=884072338351114)).

Bien que la paysannerie ait décidé de répondre à l'appel à la négociation, elle n'a jamais envisagé d'abandonner la protestation, étant donné que c'est le seul mécanisme dont elle dispose pour se faire entendre. Par conséquent, les paysan.nes continueront à exiger des garanties pour les différents secteurs en mobilisation dans tout le pays et espèrent être appelés à un large dialogue avec ceux qui sont dans les rues et les autoroutes défendant leur dignité.

**Le 27 mai 2021**, à la table de négociation et ensuite devant l'opinion publique, le délégué du gouvernement pour le dialogue avec les paysan.nes du Catatumbo, EMILIO ARCHILA, a exprimé que : "Les blocages sur la route sont illégaux et constituent une obstruction et une violation des droits de tous les habitant.es de la région ; nous demandons la levée totale des blocages, joignant notre voix à celle de plus d'un million d'habitants de cette région, des syndicats, des travailleurs et de l'institutionnalité locale." La demande d'abandon de la protestation faite par les gouvernements départemental et national afin de poursuivre le dialogue se fonde sur l'hypothèse que le blocage des autoroutes - même intermittent - constitue un délit et affecte les droits des tiers. Il oublie de mentionner que les manifestations se font pour dénoncer le déni réitéré de revendications et la violation systématique des droits de la population du Catatumbo, faits qui remontent à plusieurs décennies. En ce sens, une analyse minutieuse des "droits en conflit" permet de conclure que même plusieurs des secteurs qui se plaignent actuellement de l'inconfort causé par les blocages bénéficieraient si l'on arrive à signer et à faire respecter des accords autour des revendications régionales présentées.

La criminalisation ou la diabolisation des formes historiques d'expression du mouvement social est une façon d'annihiler/de faire taire les voix de l'opposition et de la non-conformité, ce qui constitue une pratique anticonstitutionnelle et un déni du caractère démocratique de toute société. Le discours de l'État sur la criminalisation de la protestation suggère qu'il existe un risque élevé d'intervention militaire et d'affrontements contre les personnes qui se trouvent aux différents points de concentration sur les routes.

### ***Traitement de guerre et militarisation des problèmes sociaux***

Comme mentionné dans d'autres bulletins, les communautés mobilisées de Catatumbo courent le risque d'être attaquées militairement, tant par les forces publiques que par les structures paramilitaires.

Le transit permanent de personnel militaire autour et/ou très près des points de concentration (comme cela s'est produit à Agua La Sal), le passage ou l'exposition de chars militaires (comme a été le cas à La Curva) ou la tentative d'entrée de personnel de Forces armées dans les camps des communautés (comme cela s'est produit à El Mestizo), sont des expressions de la militarisation, qui ont pour **objectif de faire peur et/ou de provoquer** les manifestant.es.



**Le 26 mai 2021**, des hélicoptères ont survolé le point El Mestizo à sept reprises. La dernière fois à 16h18. Le même jour, dans l'après-midi, l'armée s'est présente physiquement dans le point connu comme Agua La Sal.

Sans aucun doute, les affirmations du gouvernement concernant les blocages qui ont eu lieu sur les routes constituent une menace pour l'exercice de la protestation et expliquent le déploiement militaire autour des différents points de concentration.

L'atmosphère aux points de mobilisation de la région du Catatumbo est très tendue.